



Confédération paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne
et la défense de ses travailleurs

Membre de la Coordination européenne Via Campesina et de la Via Campesina

Palais de l'Élysée
M. Emmanuel MACRON
Président de la République
55 Rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris

Bagnolet, le 16 novembre 2018

LETTRE OUVERTE

A M. Emmanuel Macron, Président de la République **CGO : nous soutenons la demande d'un moratoire**

Monsieur le Président de la République,

Depuis maintenant 26 jours, des militant-e-s qui s'opposent au projet de Grand Contournement Ouest (CGO) de Strasbourg sont en grève de la faim. Votre conseillère « territoire » a rencontré le 4 novembre dernier, lors de votre venue à Strasbourg, une délégation du collectif « CGO Non Merci ». Ce collectif regroupe des associations, des élus, des agriculteurs-trices et des citoyen-ne-s qui refusent ce projet autoroutier et proposent des solutions alternatives. Vous avez désormais l'ensemble des éléments de ce dossier, qui date des années 70.

Ce projet de 24 km d'autoroute à péage, censé désengorger la section urbaine de l'A35 strasbourgeoise en passant par l'ouest, va entraîner la destruction de terres agricoles fertiles et de plus de 10 hectares de forêt. Et ce alors même que le plan biodiversité du gouvernement s'est fixé comme priorité la lutte contre l'artificialisation des sols.

Un trop grand nombre de contre-vérités ont fondé le dossier porté par la société Vinci et ayant abouti à la décision du gouvernement d'autoriser les travaux, malgré l'avis défavorable du Conseil national de protection de la nature qui est pourtant l'instance d'expertise scientifique et technique, compétente en matière de protection de la biodiversité et plus particulièrement de protection des espèces, des habitats, de la géo-diversité et des écosystèmes.

Il est aussi impossible d'ignorer que ce projet, d'un autre âge, aura aussi des répercussions environnementales sur la qualité de l'air puisque l'objectif premier n'est pas de « désengorger » Strasbourg mais « *d'améliorer l'attractivité et les mobilités quotidiennes* », pour citer le président de l'Eurométropole, Robert Hermann, partisan de ce projet.



Confédération paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne
et la défense de ses travailleurs

Membre de la Coordination européenne Via Campesina et de la Via Campesina

Il est d'ailleurs incompréhensible que le gouvernement refuse de réexaminer cette décision, au motif que l'autorisation des travaux a été délivrée en janvier dernier, alors que le projet d'A45, piloté aussi par Vinci, qui était pourtant « techniquement, juridiquement et financièrement bouclé depuis avril 2017 » a été abandonné.

A moins que les raisons de ce refus reposent sur des considérations à l'égard du seul concessionnaire, qui a vu aussi le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes être stoppé !

C'est pourquoi, nous vous demandons, en soutien aux cinq personnes qui mènent encore cette grève de la faim, d'accéder à leur demande et à celle de toutes celles et ceux qui dénoncent l'absurdité et la dangerosité de ce projet pour la biodiversité en acceptant un moratoire, la nomination d'une commission de médiation et l'arrêt des travaux en cours.

Vous priant de croire, Monsieur le Président, à l'expression de notre haute considération.

Laurent PINATEL
Porte-parole de la Confédération paysanne